







## **ÉTUDE PARCHEMINS**

# Impact de la crise liée au COVID-19 sur la santé et les conditions de vie des migrants à Genève

Claudine Burton-Jeangros, Aline Duvoisin, Sarah Lachat, Liala Consoli, Julien Fakhoury, Yves Jackson

#### Ce qui est déjà connu sur le sujet

Les personnes migrantes sans permis de séjour (sans-papiers) ou récemment régularisées font souvent face à de nombreuses difficultés économiques, en matière d'emplois et de logement qui peuvent limiter leurs capacités à faire face à une situation de crise. D'un autre côté, elles possèdent des ressources telles que le soutien de leur entourage familial, social, et parfois professionnel qui peuvent les aider à faire face à une situation de crise.

L'épidémie de COVID-19 et le confinement ont engendré une crise sanitaire, sociale et économique majeure à Genève au cours du printemps 2020. Les distributions alimentaires gratuites ont témoigné de l'importance de cette crise.

#### Ce que cette étude enseigne de nouveau

Afin de décrire et comprendre l'impact de la crise liée au COVID-19 sur la santé et les conditions de vie des personnes migrantes sans-papiers ou récemment régularisées à Genève, les chercheurs ont interrogé des personnes dans la communauté au moyen d'un questionnaire en ligne et d'entretiens téléphoniques au cours des mois d'avril et de mai 2020. Les personnes sollicitées pour ces entretiens faisaient partie des participants de l'étude Parchemins qui a débuté en 2017.

Sur les 373 personnes approchées, 108 ont acceptés de remplir le questionnaire et nous avons pu conduire 17 entretiens par téléphone. Les participants ont mentionné faire face à des difficultés de plusieurs types qui tendaient à se cumuler au fil du temps. Par exemple, 3 personnes sur quatre ont mentionné subir une diminution de revenu liée à la réduction ou la perte de l'emploi. Seules une personne sur quatre avait des économies suffisantes pour faire face à ses besoins durant 3 mois. La moitié des gens continuaient malgré tout à envoyer de l'argent à leur famille restée au pays. La majorité des personnes faisait face à une difficulté à acheter de la nourriture en qualité et quantité suffisante, à payer son loyer ou ses frais de santé. Environ 10% des participants ont souffert de la faim et de nombreuses personnes ont dû renoncer à consulter un médecin ou acheter des médicaments faute de moyens financiers.

De nombreuses personnes ont été exposées au COVID-19 et ont eu de la difficulté à mettre en place les mesures de protection pour elles-mêmes et leurs proches à domicile en raison du nombre important de personnes vivant sous le même toit. Cette accumulation de difficultés a engendré une fréquente atteinte de la santé psychologique sous forme d'anxiété ou de dépression. En moyenne, les participants jugeaient que leur qualité de vie s'était dégradée.

Malgré ces difficultés, la plupart des personnes ont cherché à se débrouiller toutes seules. Seule la moitié a sollicité de l'aide à l'extérieur du cercle familial ou social le plus proche. La crainte de pas obtenir ou renouveler un permis de séjour été fréquemment évoquée.

Les personnes régularisées semblaient un peu mieux protégées et déclaraient avoir d'avantage de ressources pour faire face à la crise. Néanmoins, elles ont eu tendance à moins demander de l'aide que celles sans-papiers.











### **Conclusions et recommandations**

En conclusion, cette étude montre que bien que l'obtention d'un permis de séjour apporte une certaine protection pour faire face à la crise, les personnes migrantes en général ont fait face à de nombreuses difficultés. Ce constat souligne l'importance de mettre en place des politiques d'aide rapide afin de compenser la perte brutale de revenu et l'impact sur l'alimentation, la santé et le logement.

Genève, octobre 2020

